

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Les présentes conditions particulières précisent et complètent, au besoin, les dispositions des conditions générales applicables au marché. Sauf dispositions contraires des conditions particulières, les dispositions des conditions générales demeurent pleinement applicables. La numérotation des articles des conditions particulières n'est pas consécutive mais suit la numérotation des articles des conditions générales. À titre exceptionnel et avec l'autorisation des services compétents de la Commission, d'autres clauses peuvent être introduites pour couvrir des situations particulières.

Article 1 Communications

1.1 Pour toutes les communications, le contact de référence est l'adresse suivante :

Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS)
Siège de Ouagadougou
Avenue du Président Saye Zerbo, n. 697
01 B.P. 3432 Ouagadougou 01
e-mail : secret.ouagadougou@aics.gov.it et giulia.polato@aics.gov.it

L'évaluateur est tenu de respecter les procédures et le calendrier présentés à l'annexe II, les termes de référence, pour la consultation et la présentation du Programme de rapport et du rapport final. L'attention de l'évaluateur est attirée en particulier sur les éléments suivants:

- L'expert(e) soumet un **projet de Rapport Intermédiaire** à AICS de Ouagadougou, dans les 7 (sept) jours calendrier à compter de la date qui correspond à la fin de la mission sur le terrain.
- L'expert(e) soumet un **Rapport Final** à AICS de Ouagadougou, dans les 7 (sept) jours calendrier à compter de la date de clôture des échanges et du cadrage avec l'AICS.

1.2 Le pouvoir adjudicateur et le contractant utilisent un système électronique à toutes les étapes de l'exécution du marché, y compris, notamment, pour la gestion du marché (modifications et ordres de service), l'élaboration de rapports (y compris sur les résultats) et les paiements. Le contractant est tenu de s'inscrire sur le système d'échange électronique approprié et d'en faire usage pour assurer la gestion électronique du marché. En ce qui concerne les rapports d'avancement et le rapport final, si ceux-ci sont exigés par l'article 26 ou les termes de référence, le contractant est censé utiliser les formulaires figurant dans le système électronique pour l'encodage et la soumission des rapports.

La gestion électronique du contrat via le système susmentionné peut débuter à la date du début de la mise en œuvre du contrat, comme décrit à l'article 19 ci-dessous, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur informe le contractant par écrit de son obligation d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximal de trois mois.

Article 2 - Responsabilités

2.1 Par dérogation à l'article 12, paragraphe 2, deuxième alinéa, des conditions générales, l'indemnisation des dommages issus de la responsabilité du contractant à l'égard du pouvoir adjudicateur est plafonnée à un montant égal à la valeur du marché.

Article 3 Période de mise en œuvre et retards

- 3.1 La date de début d'exécution sera la date de signature du présent marché par les deux parties.
- 3.2 La période **indicative** de mise en œuvre des tâches est de 45 jours à partir de la date de début d'exécution.

Article 4 Rapport intermédiaire et rapport final

Le contractant établira des rapports d'avancement selon le point 2.1 du Conditions Particulières en objet.

Article 5 Paiements et intérêts pour retard de paiements

- 5.1 Les paiements s'effectueront conformément aux à l'option suivante:

Mois		EUR
A la signature du contrat	Avance	20 % du valeur maximale du Contrat
30 jj après la présentation du rapport provisoire	Paiement intermédiaire, à la présentation du projet de Rapport Intermédiaire	40% du valeur maximale du Contrat
Après 30 jj de la présentation du Rapport Final	Solde prévisible à la présentation du Rapport Final	40 % solde du valeur maximale du Contrat
	TOTAL GENERAL	100 % valeur maximale du Contrat

Article 6 Garantie financière

- 6.1 Par dérogation à l'article 30 des conditions générales, aucune garantie de préfinancement n'est requise.

Article 7 Règlement des différends

- 7.1 Tout différend survenant dans l'exécution du présent marché et qui ne peut être réglé d'une autre manière est de la compétence exclusive de Rome appliquant la législation nationale du pouvoir adjudicateur.

* * *